

La « fermeté de la France » sert-elle à quelque chose , et est-ce une « leçon pour ceux qui choisissent l'Occident (USA, Europe) comme médiateur « ?

Les soldats azerbaïdjanais sont à la périphérie de la « capitale » du Haut-Karabakh, la population « se terre »

Les soldats azerbaïdjanais sont vendredi à la périphérie de Stepanakert, la « capitale » de la région séparatiste surtout peuplée d'Arméniens du Nagorny Karabakh où la population « se terre dans les caves », a déclaré à l'AFP un représentant des autorités locales.

« La situation à Stepanakert est horrible, les troupes azerbaïdjanaises (...) sont à la périphérie et les gens craignent que les soldats azerbaïdjanais ne puissent entrer dans la ville à tout moment et commencer des massacres », a déclaré ce responsable.

Erevan (Arménie), 22 sept 2023 (AFP) -

Nouvelles d'Arménie Magazine

22 septembre 2023

[Parallèlement à la tentative d'extermination, l'Azerbaïdjan a envoyé des tonnes \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Parallèlement à la tentative d'extermination, l'Azerbaïdjan a envoyé des tonnes de nourriture à la population arménienne du Karabakh

Le ministère des Situations d'urgence de l'Azerbaïdjan a décidé de présenter au monde une nouvelle démonstration de faux humanisme en envoyant des cargaisons de nourriture à des « fins humanitaires » pour répondre aux besoins des résidents Arméniens du Haut-Karabakh.

Comme l'ont rapporté les médias azéris, aujourd'hui 2 camions avec une charge de 20 tonnes ont été envoyés à Stepanakert avec divers produits alimentaires et articles d'hygiène et 2 autres camions avec du pain.

Les véhicules se sont dirigés vers Askeran en passant par la région d'Aghdam (Akna l'arménienne).

Il est mentionné que les marchandises seront livrées et distribuées à la population via la route déjà opérationnelle « *Aghdam-Khankend* » (Akna-Stepanakert). Selon le ministère des Situations d'urgence du pays, l'approvisionnement en nourriture humanitaire se poursuivra à l'avenir.

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

22 septembre 2023

[La barbarie des Azerbaïdjanais sur les réseaux sociaux - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

La barbarie des Azerbaïdjanais sur les réseaux sociaux

La guerre de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh a entraîné la séparation de milliers de personnes de leurs familles, et les Arméniens recherchent frénétiquement leurs proches sur les médias sociaux, a indiqué l'organisation de défense des droits de l'homme Christian Solidarity International (CSI) sur X-former Twitter.

CSI a ajouté que sur Telegram, des Azerbaïdjanais font circuler des photos et menacent de violer et d'assassiner les personnes qui y figurent.

Sous la photo d'une jeune femme, quelqu'un a offert 500 dollars à quiconque la lui livrerait. Il va l'offrir en cadeau d'anniversaire à « Murad ».

Au-dessus de la photo de quelques enfants, quelqu'un a écrit : « Les enfants de putes devraient nettoyer les toilettes et travailler dur dans les mines pour quelques centimes ».

Et sous la photo de ces enfants, quelqu'un a commenté : « Ils sont perdus. Celui qui les trouvera les violera, les coupera en morceaux et les donnera à manger aux chiens. »

France 24

21 septembre 2023

[Haut-Karabakh : "Les Azerbaïdjanais n'ont pas déposé les armes" - France 24](#)

Haut-Karabakh : "Les Azerbaïdjanais n'ont pas déposé les armes"

Publié le : 21/09/2023 - 17:11 Modifié le : 21/09/2023 - 17:18



Haut-Karabakh : "Les Azerbaïdjanais n'ont pas déposé les armes", assure le représentant de la province en France © France24

L'Azerbaïdjan a qualifié de "constructives" les premières discussions qu'il a eues jeudi 21 septembre avec les séparatistes arméniens du Nagorny Karabakh sur une réintégration de ce territoire sécessionniste où son armée vient de remporter une victoire éclair. Les séparatistes arméniens se sont dits prêts à poursuivre les pourparlers de paix. Hohvannes Guévorkian, représentant du Haut-Karabakh en France, était l'invité de France 24. Il a évoqué le cessez-le-feu et les pourparlers.

Le Monde

21 septembre 2023

[Haut-Karabakh : une première session de pourparlers entre l'Azerbaïdjan et les séparatistes arméniens \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr)

Haut-Karabakh : une première session de pourparlers entre l'Azerbaïdjan et les séparatistes arméniens

A Bakou, la présidence a qualifié de « constructives » les quelque deux heures de discussions qu'ont eues les protagonistes à Yevlakh. Malgré des « violations isolées » pendant les pourparlers, le cessez-le-feu entré en vigueur mercredi est « globalement » respecté.

L'Azerbaïdjan et les séparatistes arméniens du Haut-Karabakh sont prêts à poursuivre les pourparlers entamés jeudi 21 septembre sur une réintégration de ce territoire sécessionniste, où l'armée azerbaïdjanaise vient de remporter une victoire éclair. [L'opération militaire azerbaïdjanaise](#) déclenchée mardi a fait au moins 200 morts et 400 blessés, d'après le dernier bilan des séparatistes arméniens.

A Bakou, la présidence, qui a qualifié de « *constructives* » les quelque deux heures de discussions qu'ont eues les protagonistes à Yevlakh, une ville située à 295 kilomètres à l'ouest de la capitale, a annoncé qu'une nouvelle réunion aurait lieu « *le plus rapidement possible* ». Aucune conférence de presse n'était prévue après ces négociations. « *Les parties ont insisté en particulier sur la nécessité de*

discuter de tous les problèmes existants dans un environnement paisible, et ont fait part de leur disposition à poursuivre les réunions », ont pour leur part commenté les séparatistes dans un communiqué.

Une colonne de 4 × 4 noirs était arrivée sur place dans la matinée, suivie d'un véhicule sur lequel flottait un drapeau russe et qui portait des plaques d'immatriculation de l'armée russe. Six hommes en costume s'étaient ensuite assis autour d'une table. Selon les informations du *Monde*, ce sont Sergey Martirosian, secrétaire du conseil de sécurité de la région sécessionniste, et David Melkumian, vice-ministre des affaires étrangères du Haut-Karabakh, qui représentent les séparatistes lors des discussions.

Mercredi, Hikmet Hajiyev, un conseiller du président azerbaïdjanais Ilham Aliev, avait assuré que l'Azerbaïdjan avait « *pour objectif la réintégration pacifique des Arméniens du Karabakh* », qui y sont majoritaires, et une « *normalisation* » des relations avec l'Arménie.

Malgré des « violations isolées », un cessez-le-feu « globalement respecté »

A

u même moment, des tirs d'armes à feu - dont l'origine n'était pas connue dans l'immédiat - ont résonné à Stepanakert, la capitale des séparatistes arméniens, selon un correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) sur place. Des tirs et des explosions ont également été signalés sur le réseau social [Telegram](#). « *Les forces armées azerbaïdjanaises ont utilisé différentes armes depuis les environs de Stepanakert, violant l'accord sur le cessez-le-feu* », ont écrit les séparatistes sur X, (anciennement Twitter). Une accusation rejetée comme de la « *désinformation* » par le ministre de la défense azerbaïdjanais.

Toutefois, malgré des « *violations isolées* », le cessez-le-feu entré en vigueur mercredi est « *globalement* » respecté, a reconnu en fin de journée le premier ministre arménien, Nikol Pachinian. Aroutioun Gasparian, un homme d'affaires de Stepanakert, a simplement évoqué un échange de tirs à l'extérieur de la

ville. « *Nous sommes assis chez nous et attendons les résultats des négociations [à Yevlakh]. Tous les habitants de la ville sont assis chez eux ou dans leur jardin, attendant* », a-t-il témoigné.

En attendant, les rues de Stepanakert sont « *remplies de personnes déplacées, affamées et apeurées* », a raconté jeudi Gegham Stepanian, le responsable de l'autorité séparatiste pour la défense des droits. « *Les gens sont désespérément à la recherche les uns des autres et appellent (...) pour avoir des nouvelles de leurs proches* », a-t-il poursuivi sur X.

Au cours d'une conversation téléphonique avec son homologue azerbaïdjanais, le président russe, Vladimir Poutine, a à ce sujet demandé que « *les droits et la sécurité* » des Arméniens du Haut-Karabakh soient garantis par Bakou. M. Aliev a par ailleurs, lors de cet entretien, présenté « *ses excuses* » à M. Poutine, après que deux soldats russes de maintien de la paix ont été tués au cours de l'offensive azerbaïdjanaise. Une « *enquête approfondie sera menée sur cet incident, et tous les responsables seront dûment punis* », a assuré M. Aliev.

L'Arménie accuse la Russie d'avoir failli au maintien de la paix

Le succès militaire des Azerbaïdjanais nourrit les craintes d'un départ massif des 120 000 habitants de cette enclave. Dans l'immédiat, l'Arménie a promis qu'aucune évacuation de masse n'était prévue. Elle est cependant préparée pour accueillir « *40 000 familles* » de réfugiés, a assuré jeudi à la télévision son premier ministre, Nikol Pachinian, même si, a-t-il martelé, aucune « *menace directe* » ne pèse sur la population locale.

A Genève, l'Arménie, qui a qualifié de « *crime contre l'humanité* » l'opération militaire azerbaïdjanaise, avait plus tôt dénoncé devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU un « *nettoyage ethnique* » « *en cours* ». Plus de 10 000 personnes, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées, ont d'ores et déjà été évacuées de l'enclave, avait fait savoir mercredi soir un responsable séparatiste. Environ la moitié d'entre elles ont été prises en charge par les soldats de la paix russes, déployés dans cette région depuis la fin de la dernière guerre, à l'automne 2020.

Jeudi, le premier ministre arménien a accusé la Russie, lors d'une allocution télévisée, d'avoir par ailleurs failli à sa mission de maintien de la paix dans le territoire sécessionniste. « *Je ne pense pas que nous devons fermer les yeux sur l'échec du contingent de [maintien de la] paix au Haut-Karabakh* », a déclaré Nikol Pachinian.



Le président français a affirmé jeudi « *la fermeté de la France dans ses appels au respect des droits* » et de la « *sécurité* » des habitants du Haut-Karabakh, dans un nouvel appel avec le premier ministre arménien. Emmanuel Macron « *a également réitéré la détermination de la France à œuvrer aux conditions d'un accès sans entrave de l'aide humanitaire aux populations civiles* », ont rapporté ses services.

La capitulation des séparatistes a fait monter la pression sur le premier ministre arménien, critiqué pour ne pas les avoir aidés, et pour avoir laissé l'Azerbaïdjan reprendre militairement le contrôle de la région. Nikol Pachinian « *doit partir, il ne peut pas diriger le pays* », s'était exclamé mercredi soir l'un des milliers manifestants hostiles à sa politique qui s'étaient rassemblés à Erevan.

Jeudi, le chef du gouvernement a toutefois exhorté les Arméniens à emprunter « *le chemin* » de la paix, même s'il n'est « *pas facile* ». « *Il faut apprécier la paix et il ne faut pas confondre paix, trêve et cessez-le-feu* », a-t-il ajouté dans un discours à la nation à l'occasion de la Fête de l'indépendance arménienne, célébrée le 21 septembre.

Le Monde

21 septembre 2023

[Haut-Karabakh : comprendre ce conflit centenaire qui embrase les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr)

Haut-Karabakh : comprendre ce conflit centenaire qui embrase les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie

Les combats ont été brefs, mais c'est l'un des plus vieux « conflits gelés » issus de la dislocation de l'empire soviétique, un casse-tête ethnoterritorial qui résiste depuis un quart de siècle aux trésors de diplomatie déployés pour y mettre fin.

Vingt-quatre heures après le lancement d'une offensive des forces azerbaïdjanaises dans la région du Haut-Karabakh, enclave située en Azerbaïdjan mais presque exclusivement peuplée d'Arméniens et que Bakou et Erevan se disputent depuis des décennies, les séparatistes ont accepté de déposer les armes et d'entamer des négociations sur la réintégration de ce territoire à l'Azerbaïdjan. Un tournant historique, qui scelle la victoire de Bakou pour le contrôle de cette petite région du Caucase du Sud.

L'opération militaire de mardi 19 septembre, que Bakou dit avoir lancée après la mort de quatre policiers et de deux civils azerbaïdjanais, tués par des mines, et les combats auxquels elle a donné lieu ont fait au moins 200 morts et 400 blessés côté arménien, selon les séparatistes, et deux victimes côté azerbaïdjanais.

La tension montait depuis l'hiver, lorsque les autorités azerbaïdjanaises ont fermé le corridor de Latchine, seul lien terrestre entre l'Arménie et le Haut-Karabakh ; mais les braises, régulièrement attisées, couvent depuis des décennies. Le conflit, bien que « gelé », n'a jamais cessé d'embraser la région. Ce morceau de territoire disputé a fait l'objet de deux guerres en trente-cinq ans. La première, de 1988 à 1994, s'est soldée par la victoire de l'Arménie. La deuxième, qui a duré 44 jours en en 2020, a inversé le rapport de force avec la victoire écrasante de l'Azerbaïdjan, qui a bénéficié du soutien décisif de son allié turc.

Le Haut-Karabakh, appelé Artsakh par les Arméniens, est une région montagneuse d'Azerbaïdjan située dans Caucase du Sud à l'extrémité sud de la chaîne à laquelle il doit son nom. Sa superficie de 4 400 kilomètres carrés est équivalente à celle de la Savoie, mais elle ne compte que 120 000 habitants, selon les chiffres officiels - moitié moins, selon Bakou - qui sont à 99 % d'origine et de langue arménienne, et de confession chrétienne, alors que leurs voisins Azerbaïdjanais sont majoritairement musulmans et turcophones. Le tiers d'entre eux environ vit à Stepanakert, la capitale.

Les Arméniens revendiquent une présence millénaire dans la région, mais l'Azerbaïdjan fait également valoir des liens historiques profonds et anciens.

Intégrée au royaume arménien dans l'Antiquité, elle est passée sous influence arabe au Moyen Age, avant qu'une révolte ne la fasse revenir dans le giron d'Erevan. Le Haut-Karabakh est absorbé par l'Empire russe en 1805, puis l'Arménie et l'Azerbaïdjan se le disputent lors de la guerre civile qui suit la révolution bolchevique de 1917. En 1918, les deux pays proclament leur indépendance et les combats reprennent au Karabakh.

Un an après sa « soviétisation », Staline tranche le contentieux en rattachant la région à l'Azerbaïdjan, malgré sa population arménienne. Elle obtient toutefois l'autonomie en 1923, statut qui restera inchangé pendant soixante-cinq ans.

La première guerre du Karabakh

En février 1988, le soviet du Haut-Karabakh vote son rattachement à l'Arménie. Un premier conflit armé de grande ampleur éclate. Il fera 30 000 morts et des milliers de disparus. Entre-temps, l'URSS s'effondre. L'Arménie et l'Azerbaïdjan retrouvent leur indépendance à l'été 1991, et le Karabakh proclame la sienne le 2 septembre 1991. Elle ne sera pas reconnue, pas même par l'Arménie, ce qui n'empêche pas cette dernière de soutenir politiquement, économiquement et militairement le Haut-Karabakh.

Avec le départ de l'armée soviétique, le conflit s'aggrave. La Russie, qu'un traité de défense lie à l'Arménie, mais qui entretient également de bonnes relations avec l'Azerbaïdjan, parvient à négocier un cessez-le-feu le 17 mai 1994. L'Azerbaïdjan a perdu 13 % de son territoire, que plusieurs centaines de milliers d'habitants ont dû fuir.

Depuis, le Groupe de Minsk, créé deux ans plus tôt et coprésidé par la France, la Russie et les Etats-Unis, tente sans succès de trouver une solution, sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

2020, ou la revanche de l'Azerbaïdjan

En avril 2016, la poudrière menace à nouveau de s'embraser avec la « guerre des quatre jours », puis, [fin septembre 2020](#), après de multiples accrochages, l'Azerbaïdjan relance les hostilités avec l'appui de son allié turc, qui lui fournit du matériel, notamment des [drones](#), et lui envoie des [mercenaires syriens](#). Six semaines suffisent à son armée pour écraser les forces arméniennes et reconquérir un tiers du Haut-Karabakh, où les combats font 6 500 morts. Un nouveau cessez-le-feu, sur lequel doivent veiller 1 960 soldats russes, est conclu [le 10 novembre 2020](#).

Le blocus de la région

Les tensions, qui ne se sont jamais apaisées, montent d'un cran en décembre 2022, lorsque l'Azerbaïdjan ferme à la circulation le corridor de Latchine, officiellement par mesure de sécurité, ce qui entraîne de graves pénuries de nourriture et de médicaments.

En juillet, Erevan invite la communauté internationale à redoubler d'efforts pour mettre fin au blocus en rappelant ses craintes d'un « *nettoyage ethnique* » de la région. Malgré les médiations séparées de l'Union européenne, des Etats-Unis et de la Russie, Erevan et Bakou échouent à s'entendre sur un traité de paix.

Mardi, l'Azerbaïdjan est donc repassé à l'offensive. Vingt-quatre heures de combats ont suffi à faire plier les séparatistes acculés par la puissance de feu des forces adverses et l'absence de réaction de l'Arménie. L'accord de cessez-le-feu prévoit le retrait des forces armées arméniennes, la dissolution et le désarmement complet de l'armée d'autodéfense du Haut-Karabakh, ainsi que la tenue d'un premier cycle de négociations sur la garantie des droits et de la sécurité des habitants de l'enclave, qui doit débuter ce jeudi à Yevlakh, en Azerbaïdjan.

Quels rôles jouent les grands voisins ?

La région reste une partie intégrante de la sphère d'influence russe, mais l'opération « antiterroriste » azerbaïdjanaise a montré à quel point cette influence s'est amenuisée. La Russie, garante du cessez-le-feu que Vladimir Poutine a lui-

même négocié en 1994, n'est pas parvenue à le faire respecter, malgré la présence de ses 1 960 observateurs.

Accaparée et sans doute épuisée par sa propre [« opération spéciale » en Ukraine](#), elle ne s'est pas opposée non plus au blocus du Haut-Karabakh, qui menaçait depuis près d'un an de rallumer les braises.

Le conflit ukrainien a en outre semé le trouble en Azerbaïdjan comme en Arménie. Bakou et Erevan cherchent depuis à s'émanciper de leur dépendance à l'égard de Moscou.

L'Azerbaïdjan a resserré ses liens avec la Turquie, souvent accusée d'attiser les tensions. Ankara, qui entretient des relations tendues avec Erevan, notamment en raison du génocide arménien de 1915, s'est fermement engagée à ses côtés lors de la deuxième guerre du Karabakh en lui fournissant des armes et des mercenaires. Bakou achète également des armes à Israël, ce qui inquiète l'Iran voisin, d'autant qu'il soupçonne l'Etat hébreu d'utiliser l'Azerbaïdjan comme poste d'observation.

Déterminée elle aussi à prendre ses distances avec son alliée russe, l'Arménie a pour sa part rompu en mai avec la prudente neutralité qu'elle affichait auparavant, lorsque le premier ministre, Nikol Pachinian, a déclaré que son pays [n'était pas « un allié de la Russie » dans ce conflit](#). Erevan a même fourni une aide humanitaire à l'Ukraine, remise par l'épouse du chef du gouvernement elle-même, et cherche ostensiblement à se rapprocher de l'Occident. Au début du mois, le pays a ainsi annoncé la tenue d'exercices militaires conjoints sans précédent avec les Etats-Unis, ce qui a excédé Moscou et pourrait expliquer le « lâchage » des Arméniens du Haut-Karabakh. [Ces manœuvres](#) se sont déroulées du 11 au 20 septembre au centre d'entraînement Zar.

ARMENIE

Nouvelles d'Arménie Magazine

22 septembre 2023

RFI

22 septembre 2023

[Arménie: à Erevan, une colère ambiguë face à la possible intégration du Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan \(msn.com\)](#)

Arménie: à Erevan, une colère ambiguë face à la possible intégration du Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan

Avec le déclenchement, mardi 19 septembre, d'une offensive d'ampleur dans la province sécessionniste du Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan a forcé le côté arménien à faire un pas de plus vers la réintégration de l'enclave dans le giron constitutionnel azéri. Cela suscite la colère d'une partie de la population qui en veut au Premier ministre Nikol Pachinian et a manifesté mercredi soir. Mais les Arméniens ont aussi d'autres préoccupations.

Dans la soirée du mercredi 20 septembre, quelques heures après l'annonce du cessez-le-feu au Haut-Karabakh et du [dépôt des armes par les sécessionnistes arméniens de l'enclave](#), quelques milliers de manifestants se sont réunis sur la place de la République de la capitale, Erevan, avec pour ambition de forcer les portes du siège du gouvernement arménien. Le face-à-face avec les centaines de policiers déployés et massés devant les entrées des bâtiments officiels, avec leurs boucliers de métal blanc, fut tendu.

Quelques échauffourées ont eu lieu et quelques coups ont été échangés, tandis que la foule réclamait la démission du Premier ministre, [Nikol Pachinian](#). Si pour l'heure, ce dernier ne semble pas menacé, la situation n'en est pas moins à surveiller avec attention. Faire des concessions au sujet du Haut-Karabakh est hautement risqué en Arménie. C'est pour cela que le premier président, Levon Ter-Petrossian, élu en 1991 et réélu en 1996, a dû quitter son poste en février 1998, n'allant pas au terme de son second mandat.

Avec cette [nouvelle offensive azerbaïdjanaise](#), le Haut-Karabakh semble sur le point de pleinement devoir réintégrer l'Azerbaïdjan. De quoi susciter une grande colère en Arménie, même si les sentiments au sein de la population sont ambigus.

Il ne fait aucun doute que le Haut-Karabakh est très cher aux Arméniens. Mais

Nikol Pachinian est arrivé au poste de Premier ministre, en 2018, en faisant campagne sur des promesses portant d'abord sur le quotidien des Arméniens, contre la corruption, pour l'amélioration de l'état des routes... Pas sur le Karabakh. Et c'est aussi ce qui fait que son parti, Contrat civil, a été [largement conforté lors des législatives anticipées de juin 2021](#), alors que le pays, avec Pachinian à sa tête, avait subi quelques mois plus tôt une [cinglante débâcle au Karabakh](#) face à l'armée azerbaïdjanaise.

France 24

22 septembre 2023

Haut-Karabakh : en Arménie, Nikol Pachinian est "coincé et sans solution"

Même si l'heure est toujours à la sidération en Arménie, après la capitulation des sécessionnistes du Haut-Karabakh, à la suite de l'offensive éclair de l'Azerbaïdjan, un vent de colère souffle sur le pouvoir fragilisé du Premier ministre Nikol Pachinian.

Accusé par l'opposition d'avoir abandonné l'Artsakh, le nom donné à la région sécessionniste du [Haut-Karabakh](#) à laquelle sont très attachés les Arméniens, en refusant d'envoyer des troupes pour soutenir [les séparatistes soumis à la puissance de feu azerbaïdjanaise](#), le Premier ministre [Nikol Pachinian](#) est sous pression.

Depuis deux jours, à Erevan, des manifestants se rassemblent le soir devant le siège du gouvernement pour exiger le départ du "traître".

Mardi 19 septembre, en pleine offensive azerbaïdjanaise, des heurts ont éclaté entre les forces de l'ordre et des centaines de protestataires qui ont tenté de prendre d'assaut le bâtiment gouvernemental. Le lendemain, des milliers de manifestants se sont de nouveau rassemblés pour exiger son départ au cours d'une soirée émaillée d'incidents avec la police.

Après avoir dénoncé, mardi, des appels à "un coup d'État", Nikol Pachinian, au

pouvoir depuis 2018, a appelé, jeudi, ses compatriotes, le jour même de la fête d'indépendance arménienne, à emprunter "le chemin" de la paix, même s'il n'est "pas facile".

"De toute évidence, il faut s'attendre à des répercussions politiques en Arménie et ce qu'il se passe depuis quelques jours peut être potentiellement très déstabilisant pour le pays et ses institutions, souligne Taline Papazian, chargée de cours à Sciences-Po Aix et directrice de l'ONG Armenia Peace Initiative. Les manifestations qui ont eu lieu à Erevan ne sont pas très importantes en nombre de participants, mais elles sont inquiétantes dans la mesure où l'opposition qui se cache derrière les manifestants n'a aucun programme alternatif et n'a qu'un seul mot d'ordre depuis la fin de la guerre de 2020 : changement de pouvoir."

Ces derniers jours, les partis de l'opposition ont appelé le Parlement à lancer un "processus de destitution" du Premier ministre et plaidé pour la création d'un "comité national" pour diriger leur mouvement et, à terme, les "libérer de ces autorités".

Ce n'est pas la première fois que Nikol Pachinian est contesté dans la rue et appelé à la démission par l'opposition, lui dont le nom reste associé [à la défaite dans le Haut-Karabakh face à l'Azerbaïdjan](#), à l'automne 2020.

À l'époque, la signature d'un cessez-le-feu ayant mis fin à six semaines de combats, qui ont fait près de 6 000 morts l'avait affaibli politiquement, alors que jusqu'alors, il était très populaire dans le pays.

Une partie de la population l'accuse alors de trahison et ne lui pardonne pas d'avoir accepté, dans le cadre de l'accord parrainé par la Russie, la perte de territoires sous contrôle arménien depuis une trentaine d'années. Il avait lui-même qualifié cette initiative "d'incroyablement douloureuse pour [lui] et pour [son] peuple". Confronté à des manifestations massives à l'appel de l'opposition, l'ancien journaliste d'investigation porté au pouvoir par la rue, qui avait longtemps incarné la contestation contre les gouvernements des présidents Robert Kotcharian et Serge Sarkissian, [est contraint de convoquer des législatives anticipées en juin 2021](#). Son parti les avait remportées et il avait conservé le pouvoir.

"Nikol Pachinian a beaucoup perdu en popularité depuis trois ans, au point que si demain il devait y avoir des élections parlementaires, le résultat serait très

incertain, alors même que personne ne sort du lot du côté de l'opposition, estime Taline Papazian. Les Arméniens sont partagés entre la tristesse, le déni et l'impuissance. L'opposition n'a rien à proposer, mais ils n'ont plus confiance dans la capacité du gouvernement à les sortir de cette situation dramatique. Dans cette situation, la désinformation et les manipulations venues de Russie battent leur plein."

Le pouvoir de Nikol Pachinian vacille une nouvelle fois, secoué par les surenchères patriotiques d'une opposition qui fut longtemps au pouvoir avant lui.

"Cette même opposition qui a dirigé le pays pendant vingt-cinq ans sous les présidences de Robert Kotcharian et Serge Sarkissian avait considéré le problème du Haut-Karabakh comme réglé et avait refusé de voir que le rapport de force était en train de se modifier drastiquement au fil des années en faveur de l'Azerbaïdjan, décrypte Taline Papazian. Alors qu'ils ont mis absolument toutes les cartes arméniennes dans les mains de la Russie, de la sécurité à l'économie, ils imputent à Pachinian, et son agenda post-2020 qui consiste à faire la paix avec ses voisins, l'intégralité de la faute de tout ce qui s'est passé depuis 2020".

Pachinian est "coincé et sans solution"

En refusant que l'Arménie ne soit entraînée dans une guerre contre l'Azerbaïdjan du président Ilham Aliev, un pays richissime grâce à ses hydrocarbures et aux capacités militaires et technologiques supérieures à celles de son pays, Nikol Pachinian s'est lui montré bien plus pragmatique qu'en 2020.

Et le prix est élevé : les séparatistes ont accepté de remettre toutes leurs armes et de participer à des pourparlers sur "la réintégration" à l'Azerbaïdjan du Haut-Karabakh.

"Plus que fondamentalement pragmatique, Pachinian est surtout coincé et sans solution, alors qu'il est appelé à résoudre la quadrature du cercle, explique la directrice d'Armenia Peace Initiative qui promeut la paix dans le Caucase du Sud. Dans le cas de l'attaque militaire menée par l'Azerbaïdjan sur le Haut-Karabakh, les 19 et 20 septembre, l'Arménie a évité de se faire entraîner dans une guerre, qu'elle n'avait pas les moyens d'assumer, étant rigoureusement seule et sans allié."

"Entre le marteau et l'enclume"

Les soutiens internationaux de l'Arménie n'ont en effet pas pu - ou voulu - empêcher l'offensive azerbaïdjanaise de parvenir à ses fins. Jeudi, dans une allocution télévisée, le Premier ministre arménien a accusé la Russie, dont un contingent est déployé dans le Haut-Karabakh depuis la dernière guerre de 2020, d'avoir failli à sa mission de maintien de la paix dans le territoire disputé.

"La situation est également critique dans le pays parce qu'un certain nombre d'acteurs locaux, des politiciens de l'opposition qui, consciemment ou inconsciemment, ont une conjonction d'intérêts avec la Russie de Vladimir Poutine, sont intéressés à la déstabilisation de l'Arménie, poursuit Taline Papazian. L'Arménie se retrouve donc entre le marteau et l'enclume dans le sens où elle a objectivement, en plus des adversaires traditionnels, l'Azerbaïdjan et la Turquie, le partenaire stratégique de façade, c'est-à-dire la Russie, qui est devenue un adversaire de sa souveraineté."

"Depuis mai 2021, ajoute-t-elle, quand les forces azerbaïdjanaises sont entrées sur le territoire arménien et que la Russie n'est intervenue en aucune façon, la divergence des intérêts entre Moscou et Erevan a été manifeste. Depuis un an, la crise entre les deux pays a enflé au point que la Russie mène une guerre hybride à l'Arménie."

Cette conjonction est extrêmement dangereuse, poursuit Taline Papazian. "Parce que ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est évidemment la souveraineté et l'indépendance de ce pays, qui, si l'on doit faire un parallèle historique, se retrouve dans une situation assez comparable à celle qui a précédé sa soviétisation en 1920. À l'époque, elle était entre le marteau kémaliste et l'enclume bolchévique. Les acteurs à l'affiche ont changé, mais le scénario reste le même, avec un acteur de poids en plus qu'est l'Azerbaïdjan."

Et de conclure : "Nikol Pachinian risque de payer politiquement le prix des derniers évènements, mais la vraie question est de savoir si les institutions sont suffisamment solides pour résister et si, dans le cas d'une déstabilisation majeure, les Arméniens trouveront la force, et surtout les moyens, d'un sursaut national derrière la souveraineté et l'indépendance de leur État".

RUSSIE

Nouvelles d'Arménie Magazine

22 septembre 2023

[Zakharova : Cela peut être une leçon pour ceux qui acceptent l'Occident comme \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Zakharova : Cela peut être une leçon pour ceux qui acceptent l'Occident comme médiateur, à propos de la médiation de Paris dans la question du Haut-Karabagh

Dans une interview accordée à RT France, la représentante officielle du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a déclaré que de nombreuses attentes concernant le Karabakh étaient liées à la médiation française.

Selon M. Zakharova, tandis que la Russie a joué le rôle de médiateur, « *les bases fondamentales pour progresser vers un règlement pacifique* » ont en effet été créées au Karabakh.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a noté que la France « *pensait* » qu'elle seule « *sera capable de jouer un rôle de médiateur mieux que quiconque, notamment la Russie* ».

« *Dès que l'idéologie occidentale est intervenue, la situation s'est considérablement aggravée* » a affirmé la représentante du ministère des Affaires étrangères, précisant qu'on ne peut ignorer le fait que la France n'a même pas essayé de clarifier la situation et de se corriger d'une manière ou d'une autre.

Finalement, Maria Zakharova a commencé à adopter le langage des menaces et des avertissements, notant que ce qui s'est passé pourrait servir « *de leçon* » à quiconque se tournerait vers l'Occident, reconnaissant Bruxelles ou Paris comme médiateurs.

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

22 septembre 2023

La Russie n'a pas aidé à réformer l'armée arménienne, il existe un autre moyen de renforcer l'armée, c'est l'Inde affirme Armen Grigoryan

Notre alliée, la Russie, a eu l'occasion de nous aider entre 2020 et 2022, mais elle ne nous a pas aidé. Déclaration du secrétaire du Conseil des ministres, Armen Grigoryan, dans une interview à la télévision publique d'Arménie.

Il a noté qu'après la guerre de 4 jours d'avril 2016 en Artsakh, l'Arménie est entraînée dans de profonds conflits et que des défis de sécurité sont créés.

« Pour que ce défi sécuritaire oblige l'Arménie à renoncer à sa souveraineté. Quelle est la thèse principale en Arménie depuis 2-3 ans ? Elle est que l'Arménie serait incapable d'assurer sa sécurité, c'est pourquoi l'Arménie ne devrait pas être indépendante, elle devrait faire partie de l'Union. C'est toute l'idée » a déclaré Armen Grigoryan.

Il a déclaré que la RA est centrée sur l'Arménie et n'a pas changé sa politique étrangère.

"Nous coopérons également avec l'Inde. Savez-vous quel genre de coopération sérieuse en matière de sécurité nous avons, allons-nous maintenant en Occident ou en Inde ? Nous sommes en passe d'accroître notre souveraineté.

De janvier à février 2021, l'Arménie coopère avec la Russie afin que nos ministères de la Défense réforment notre armée en étroite coopération. Après cela, il y a eu des attaques de l'Azerbaïdjan en mai et novembre, et la Russie a semblé y renoncer. Notre expérience a également montré qu'il existe une autre voie, c'est la réforme des forces armées de la RA, qui avance intensément, nous avons la possibilité de renforcer notre armée en trouvant d'autres partenaires, comme l'Inde, qui est très disposée à aider l'Arménie " a déclaré Armen Grigoryan.

Krikor Amirzayan

FRANCE

France 24

24 septembre 2023

["Apocalyptique" au Karabakh : "aucune garantie de sécurité" des civils qui se retrouvent "assiégés" - France 24](#)

"Apocalyptique" au Karabakh : "aucune garantie de sécurité" des civils qui se retrouvent "assiégés"

Publié le : 22/09/2023 - 12:03



10:52

Vidéo par : [Stéphanie ANTOINE](#) [Suivre](#)

L'Azerbaïdjan et les séparatistes arméniens du Nagorny Karabakh sont prêts à poursuivre les pourparlers entamés jeudi sur une réintégration de ce territoire sécessionniste où l'armée azerbaïdjanaise vient de remporter une victoire éclair. A Bakou, la présidence, qui a qualifié de "constructives" les quelque deux heures de discussions qu'ont eues les protagonistes à Yevlakh, une ville à 295 km à l'ouest de la capitale, a annoncé qu'une nouvelle réunion aurait lieu "le plus rapidement possible". Pour une analyse approfondie des pourparlers entre Bakou et les séparatistes du Nagorny Karabakh, Stéphanie Antoine de FRANCE 24 reçoit Tigrane Yegavian, journaliste, chercheur au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), membre du comité de rédaction de la revue de géopolitique Conflits, et enseignant à Schiller International University.

Euronews

20 septembre 2023

[Haut-Karabakh : les eurodéputés demandent des sanctions contre l'Azerbaïdjan et estiment que la condamnation ne suffit plus | Euronews](#)

Intervention de François-Xavier Bellamy en réunion spéciale de la commission des affaires étrangères du Parlement européen, ce matin, après l'envoi, hier avec Bruno Retailleau, [d'une lettre](#) au Président de la République.

« Chers collègues,

Nous sommes à l'heure terrible des conséquences.

Et ces conséquences, elles sont payées par le peuple arménien aujourd'hui, qui, dans le Haut-Karabakh, est victime d'une opération militaire, parce que le silence de l'Europe et du monde occidental au cours des derniers mois, malgré toutes les transgressions de l'Azerbaïdjan, n'a fait qu'inciter Aliyev à aller encore plus loin. **Personne ne peut nier qu'aujourd'hui, ce qui est violé, c'est le droit international le plus élémentaire, le droit humanitaire.** Personne ne peut faire comme si l'essentiel n'était pas en jeu.

Et maintenant, il est temps de sortir de cette passivité, quand l'Azerbaïdjan prétend mener une opération antiterroriste et est en réalité en train de tuer des enfants, des femmes, des civils innocents. Il est absolument nécessaire que nous passions des condamnations - unanimes ici, et c'est tant mieux - à l'action.

Il faut des sanctions contre le régime d'Aliyev. Pas dans une semaine, pas dans quelques jours. Maintenant. Dans les heures qui viennent.

Il faut dénoncer le contrat gazier honteux qui nous lie à l'Azerbaïdjan. Pas dans quelques jours. Maintenant.

Et cela seul peut empêcher que le pire se présente à nous. Car le pire, c'est l'épuration ethnique qu'Aliyev veut organiser, qu'il a dit vouloir organiser. Chers collègues, l'Union européenne est née sur l'expérience d'un génocide. Le peuple arménien a déjà subi un génocide. C'était en 1915 et aujourd'hui, ceux qui sont en train de s'attaquer au Haut-Karabakh ne mènent pas seulement une guerre territoriale : ils attaquent un peuple qu'ils veulent faire disparaître, qu'ils veulent rayer de l'histoire. Et pourquoi ? Parce que ce peuple est lié à la civilisation européenne, par son héritage, par sa culture.

Est-ce que nous allons rester silencieux ? Est-ce que nous nous contenterons de grandes déclarations ? Est-ce que nous allons voir, à nouveau, le Conseil et la Commission poursuivre une forme d'aveuglement volontaire, mettre les deux parties sur le même plan ? **Si nous continuons ainsi, chers collègues, nous serons responsables devant l'histoire de ce que nous aurons laissé commettre.**

Et ce sera la trahison la plus grave que l'Europe puisse faire contre elle-même »

CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU

Nouvelles d'Arménie Magazine

22 septembre 2023

[Ararat Mirzoyan demande le déploiement de forces de maintien de la \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Arménie

Ararat Mirzoyan demande le déploiement de forces de maintien de la paix

Le ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU de permettre aux forces de maintien de la paix mandatées par l'ONU de maintenir la sécurité et la stabilité dans le Haut-Karabakh.

S'exprimant lors de la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, M. Mirzoyan a déclaré que l'intensité et la cruauté de l'attaque azérie contre le Haut-Karabakh montrent clairement que l'intention de l'Azerbaïdjan est d'achever le nettoyage ethnique de la population arménienne du Haut-Karabakh.

Le texte intégral de la déclaration du ministre des Affaires étrangères Mirzoyan est ci-dessous.

"Monsieur le Président,

Chers collègues,

Je remercie le Conseil de sécurité d'avoir convoqué cette réunion urgente pour discuter de la sécurité et de la situation humanitaire au Haut-Karabakh, suite à l'offensive militaire non provoquée et bien planifiée de l'Azerbaïdjan.

Alors que la session de l'Assemblée générale des Nations unies est en cours et que tous les membres de la communauté internationale sont réunis ici pour chercher des moyens de maintenir la paix et la sécurité dans le monde, alors que nous parlons tous de l'impératif de condamner le recours à la force, d'empêcher de nouvelles pertes de vies humaines causées par des catastrophes d'origine humaine, alors que chacun d'entre nous vient ici pour contribuer à la paix, dans notre région du Caucase du Sud, le 19 septembre, l'Azerbaïdjan a déclenché une nouvelle offensive de grande envergure contre le peuple du Haut-Karabakh, en violation flagrante du droit international et de la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020. La quasi-totalité du territoire du Haut-Karabakh, Stepanakert et d'autres villes et localités ont été soumis à un bombardement intense et aveugle au moyen de missiles, d'artillerie lourde, de drones de combat et de l'aviation, y compris d'armes à sous-munitions interdites. L'intensité et la cruauté de l'offensive montrent clairement que l'intention est de finaliser le nettoyage ethnique de la population arménienne du Haut-Karabakh.

Les résultats de cette opération militaire de grande envergure révèlent clairement leur nature atroce. Ils sont cependant très préliminaires car, en raison des attaques ciblées contre les infrastructures critiques, telles que les stations électriques, les câbles et stations téléphoniques et les équipements Internet, la population est complètement coupée des autres et privée de la possibilité de présenter la situation en temps réel sur le terrain. De plus, les troupes azerbaïdjanaises contrôlent les routes principales du Haut-Karabakh, ce qui rend impossible les visites et l'obtention d'informations sur le terrain.

Pour l'instant, il y a des cas confirmés de plus de 200 morts et 400 blessés, y compris parmi la population civile, les femmes et les enfants, également acceptés aujourd'hui par le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères. Plus de dix mille personnes ont été déplacées de force, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées, qui vivent en plein air, sans nourriture ni autres moyens de subsistance. Des milliers de familles ont été séparées. Si l'on ajoute à cela les quelque vingt mille personnes déplacées à la suite de la guerre de 2020, on constate que les besoins humanitaires sont énormes sur le terrain.

Les gens continuent de mourir de faim en raison des graves pénuries de nourriture imposées par le blocus qui dure depuis 10 mois.

Le système de santé est paralysé. Les hôpitaux n'ont pas d'électricité et

manquent cruellement de médicaments. Les gens sont privés de la possibilité de recevoir ne serait-ce que les premiers soins. Sans carburant, les ambulances ne peuvent pas transporter les blessés vers les hôpitaux.

Les images en provenance du Haut-Karabakh sont vraiment choquantes : des femmes, des enfants, des personnes âgées sans abri ni nourriture, des mères qui tentent désespérément de retrouver leurs enfants perdus, des épouses qui pleurent de peur que l'Azerbaïdjan n'emprisonne leurs maris. Il est difficile de croire que tout cela se passe non pas il y a cent ans, mais aujourd'hui, au XXI^e siècle, devant la communauté internationale. Les médias sociaux sont remplis d'Arméniens du Haut-Karabakh à la recherche de leurs enfants ou de leurs proches. Les enfants qui sont soudainement apparus pour rester dans des abris ou même dans les rues continuent de pleurer et de demander à leurs parents de les ramener chez eux, refusant de reconnaître qu'ils n'ont plus de maison. Au cours des bombardements, un garçon de huit ans a disparu dans l'une des colonies du Haut-Karabakh, son frère de dix ans a été tué et son corps n'a même pas pu être sorti du village. L'autre frère a été blessé. Il ne s'agit là que d'exemples parmi de nombreux autres cas. Aux yeux de l'Azerbaïdjan, ces enfants sont des terroristes, et les actions de l'Azerbaïdjan, les missiles, les véhicules blindés, l'artillerie et les drones ont été dirigés contre ces enfants, leurs parents et leurs grands-parents.

Les médias sociaux azerbaïdjanais sont pleins d'appels à retrouver les enfants et les femmes disparus, à les violer, à les démembrer et à les donner à manger aux chiens. Les utilisateurs azerbaïdjanais partagent les profils des femmes arméniennes du Haut-Karabakh sur les médias sociaux et font des offres pour savoir qui obtiendra ces femmes à violer, lorsqu'elles seront placées sous la garde de l'Azerbaïdjan.

C'était faisable, il y avait des signes clairs. Cela fait longtemps que nous lançons des alertes. La communauté internationale a refusé de le prendre suffisamment au sérieux.

L'agression actuelle est l'aboutissement d'un blocus de 10 mois du corridor de Latchine et d'une famine forcée imposée à la population du Haut-Karabakh. Une grave pénurie de nourriture, de médicaments, de carburant, de gaz naturel, d'électricité et d'autres biens essentiels avait déjà conduit la population vulnérable du Haut-Karabakh au bord de la catastrophe humanitaire. Il faut être

naïf pour penser que cela n'a pas été pensé avec précision depuis ou même avant l'institutionnalisation du blocus inhumain dans le but d'abattre la volonté et la capacité du peuple du Haut-Karabakh à résister et à maintenir sa vie et ses moyens de subsistance dans sa patrie ancestrale. L'agression azerbaïdjanaise qui s'est déroulée avec une barbarie explicite et en prenant délibérément pour cible les populations civiles et les infrastructures a été l'acte final de cette tragédie visant à l'exode forcé du peuple du Haut-Karabakh.

Lorsque l'Azerbaïdjan a bloqué le corridor de Latchine et que nous avons demandé une réunion urgente du Conseil de sécurité des Nations unies en décembre 2022, ce Conseil n'a pas réagi de manière adéquate,

Lorsque la Cour internationale de justice a adopté, le 22 février et le 6 juillet 2023, des ordonnances juridiquement contraignantes et que l'Azerbaïdjan n'en a pas tenu compte - ce Conseil, en tant qu'auguste organe chargé de veiller à la mise en œuvre des ordonnances de la CIJ, n'a pas réagi de manière adéquate,

Lorsqu'en avril, l'Azerbaïdjan a mis en place un point de contrôle illégal dans le corridor de Latchine et a ensuite commencé à kidnapper des personnes, y compris des personnes protégées par le droit humanitaire international, la communauté internationale n'a pas pris les mesures adéquates,

Lorsque l'Arménie a demandé une nouvelle fois une session d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies en août 2023 - en mettant en garde contre la fragilité de la sécurité et de la situation humanitaire et en demandant au Conseil d'utiliser sa boîte à outils pour traiter toutes les questions et ne pas laisser la population du Haut-Karabakh à la traîne, ce Conseil n'a pas réagi de manière adéquate,

Dans les jours qui ont précédé l'agression azerbaïdjanaise du 19 septembre, lorsque l'Arménie a tiré la sonnette d'alarme sur l'éventualité d'un recours à la force par l'Azerbaïdjan et a demandé des mesures et des actions concrètes pour empêcher ce scénario, la communauté internationale a réagi à notre mise en garde avec scepticisme.

Aujourd'hui, alors que l'Azerbaïdjan a déjà recommencé à utiliser la force contre le peuple du Haut-Karabakh, alors que ce peuple est expulsé de force de ses maisons et risque d'être expulsé de force de sa patrie, alors que de nombreuses personnes qui ont défendu leurs familles ont été expulsées de force de leurs

maisons et risquent d'être expulsées de force de leur patrie, lorsque de nombreuses personnes qui défendent leur famille et leur droit à vivre dans la liberté et la dignité dans leur patrie depuis 30 ans risquent d'être arrêtées et poursuivies en masse, lorsque nous sommes dans une situation où il n'y a plus d'intention, mais des preuves claires et irréfutables d'une politique de nettoyage ethnique et d'atrocités de masse - le Conseil de sécurité des Nations unies doit agir.

Malgré l'acceptation de toutes les demandes de la partie azerbaïdjanaise pour mettre fin à l'effusion de sang et les pourparlers en cours aujourd'hui, la population du Haut-Karabakh a de nouveau été soumise à des attaques utilisant des armes de différents calibres et des mortiers, ce qui a forcé les civils à se réfugier une fois de plus dans les sous-sols. Nous pensons que ces attaques et ces persécutions se poursuivront à moins d'une action internationale claire.

Par ailleurs, en ce qui concerne les demandes mentionnées, je voudrais déclarer très clairement et sans équivoque que la République d'Arménie n'a pas participé à ces discussions et nous réitérons résolument que les affirmations et les références à la présence de tout personnel militaire des forces armées de la République d'Arménie dans le Haut-Karabakh ne correspondent pas à la réalité.

Dans cette tentative, nous voyons clairement l'intention de certains acteurs d'impliquer la République d'Arménie dans des actions militaires, transférant ainsi les hostilités sur nos territoires souverains. La position de l'Arménie reste fermement la même : nous devrions établir des relations pacifiques basées sur la reconnaissance mutuelle de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, ce qui ne peut en aucun cas être mal interprété et utilisé comme une autorisation pour des atrocités de masse, y compris des nettoyages ethniques dans le Haut-Karabakh. Les droits et la sécurité du peuple arménien du Haut-Karabakh doivent être dûment pris en compte et garantis au niveau international.

Il y a également un autre aspect très important concernant les parties impliquées. Comme je l'ai noté, certains d'entre vous, dans leurs déclarations, lancent encore des appels généraux aux parties au conflit. Cette approche et cette terminologie ne sont plus pertinentes. Il n'y a plus de parties au conflit, mais des auteurs et des victimes. Il n'y a plus de conflit, mais un danger réel de crimes atroces. Est-il encore possible de les prévenir aujourd'hui ? Nous sommes ici parce que nous le croyons. Parce que nous croyons encore en l'humanité, au droit international et à

la capacité du Conseil de sécurité d'agir de manière décisive lorsque des milliers de vies sont en jeu.

Monsieur le Président,

Dans ce contexte, j'en appelle encore et encore au Conseil de sécurité pour qu'il démontre sa crédibilité et sa réputation en prenant les mesures urgentes suivantes :

- Condamner la reprise des hostilités et le ciblage des installations et infrastructures civiles,
- Exiger le plein respect des obligations découlant du droit international humanitaire, y compris celles liées à la protection des civils, en particulier des femmes et des enfants, et des infrastructures civiles essentielles ;
- Déployer immédiatement une mission interinstitutions des Nations unies au Haut-Karabakh dans le but de surveiller et d'évaluer la situation des droits de l'homme, la situation humanitaire et la situation en matière de sécurité.
- Assurer l'accès sans entrave des agences de l'ONU et d'autres organisations internationales au Haut-Karabakh, conformément aux principes humanitaires.
- Veiller à ce que les parties coopèrent pleinement et de bonne foi avec le Comité international de la Croix-Rouge pour faire face aux conséquences des actions militaires, y compris l'enlèvement et l'identification des corps, la recherche et le sauvetage du personnel disparu, la libération des prisonniers de guerre, l'acheminement sûr et sans entrave de l'aide humanitaire, dans le strict respect du droit humanitaire international.
- Assurer le retour des personnes déplacées au cours de la récente agression, ainsi que des personnes et des réfugiés déplacés à la suite de la guerre de 2020, dans leurs foyers sur le territoire du Haut-Karabakh et dans les régions adjacentes, sous la surveillance et le contrôle des agences compétentes des Nations unies, comme le prévoit la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020.
- Assurer le rétablissement immédiat des approvisionnements essentiels, y compris la nourriture, les médicaments, le carburant, le gaz et l'électricité.
- Exiger le rétablissement immédiat de la liberté et de la sécurité de circulation des personnes, des véhicules et des marchandises le long du corridor de Latchine, conformément aux décisions de la CIJ.
- Assurer un mécanisme international durable de dialogue entre les représentants du Haut-Karabakh et les autorités de Bakou pour traiter les questions liées aux droits et à la sécurité des Arméniens du Haut-Karabakh.

-Exiger le départ de tous les corps militaires et répressifs azerbaïdjanais de toutes les installations civiles du Haut-Karabakh afin d'éviter la panique, les provocations et l'escalade, mettant en danger la population civile jusqu'aux résultats des négociations.

-Exclure toute action punitive à l'encontre des représentants et du personnel politique et militaire du Haut-Karabakh.

-Créer la possibilité d'une force de maintien de la paix mandatée par les Nations unies pour maintenir la stabilité et la sécurité dans le Haut-Karabakh."

Nouvelles d'Arménie Magazine

22 septembre 2023

France

L'attaque était préméditée accuse Catherine Colonna

" Monsieur le Président,

Je remercie le Sous-secrétaire général de sa présentation.

La France a demandé la tenue en urgence de cette réunion du Conseil de sécurité compte tenu de la gravité de la situation au Haut-Karabagh.

Après avoir massé depuis plusieurs semaines une importante quantité de troupes et de matériel militaire, l'Azerbaïdjan a décidé, le 19 septembre, de lancer une opération militaire de grande envergure. Une opération qui a mobilisé des moyens terrestres et aériens massifs, qui a touché la population civile. Une opération dont personne ne peut croire qu'elle n'avait pas été préméditée, alors-même que des efforts en vue d'une solution négociée s'intensifiaient et que la veille, pour la première fois depuis trois mois, l'acheminement d'une aide humanitaire avait repris.

La France a immédiatement condamné, avec la plus grande fermeté, cette offensive inacceptable qui contrevient au principe de règlement pacifique des différends consacré par la Charte des Nations unies. Elle est loin d'avoir été la seule. Nombre de pays présents autour de cette table ont également marqué leur refus net de la violence et de l'arbitraire, en appelant l'Azerbaïdjan à faire preuve

de retenue et à se conformer au droit international.

Comme c'était à craindre, le bilan de ces actions a été particulièrement lourd, causant plusieurs centaines de blessés et des dizaines de morts, y compris des civils, parmi lesquels plusieurs enfants.

Un cessez-le-feu a été annoncé hier. C'était indispensable. Il est essentiel qu'il soit respecté.

Monsieur le Président,

Ce n'est pas l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan qui est en jeu ici. Personne ne la conteste. Personne ne la menace. Ce qui est en jeu, c'est la possibilité pour les populations arméniennes du Haut-Karabagh de pouvoir continuer d'y vivre dans le respect de leurs droits, de leur histoire et de leur culture. Une telle garantie ne peut exister quand le plus fort exerce une contrainte délibérée sur le plus faible, quand pèse la menace d'une intervention militaire permanente, et quand le Haut-Karabagh fait l'objet, depuis plusieurs mois maintenant, d'un blocus qui empêche la population de s'approvisionner en nourriture, en médicaments et en énergie.

La France a pris note des propos du Président Aliiev, hier, affirmant son souhait de vivre en paix avec les Arméniens du Haut-Karabagh et de préserver leurs droits. Ces propos engagent l'Azerbaïdjan, qui porte aujourd'hui la responsabilité du sort de la population.

Si l'Azerbaïdjan est réellement désireux de parvenir à une solution pacifique et négociée, il doit dès à présent fournir des garanties tangibles :

il doit s'engager de bonne foi dans les discussions, en excluant tout recours à la force ou toute menace de recours à la force et en acceptant que ce dialogue porte sur les droits et garanties de la population, avec le soutien de la communauté internationale ;

il doit assurer l'amnistie aux forces qui ont accepté le cessez-le-feu ;

il doit rétablir, sans délai et sans c...

photo : Armineh JOHANNES arminehjo@hotmail.com

